

Le cardinal Schönborn au Conseil de l'Europe : l'évolutionnisme n'est pas une question politique

Article rédigé par *Stefano Fontana**, le 09 novembre 2007

Le 4 octobre 2007, le Conseil de l'Europe a approuvé une résolution spécifique ainsi qu'une note explicative invitant les États membres à s'opposer fermement à toutes les tentatives d'enseignement du créationnisme comme discipline scientifique.

Le 19 octobre, le cardinal Christoph Schönborn, archevêque de Vienne, a donné un entretien au Catholic Herald, un hebdomadaire britannique, où il a exprimé plusieurs inquiétudes concernant cette résolution. Face aux intrusions toujours croissantes des institutions européennes dans les domaines qui ne sont pas couverts par les traités, et qui usent de toutes les formes de pression pour influencer les États et les citoyens, nous partageons les soucis exprimés par le cardinal et ses remarques précises.

Le créationnisme et l'évolutionnisme ne sont pas des questions politiques qui relèvent de la juridiction des institutions européennes. Le créationnisme défend la théorie de la création de la Terre selon la description qu'en donne la Bible. Il soutient que le livre de la Genèse est un document scientifique, ce qui est une erreur. Par conséquent, le créationnisme n'a aucun rapport avec la notion — philosophique ou religieuse — d'un Créateur qui a fait le monde ex nihilo et qui le gouverne. Les revendications scientifiques du créationnisme ne tiennent pas. La notion de Dieu créateur est une théorie philosophique ou religieuse, ce n'est pas une revendication scientifique. Pour cette raison, il est erroné de rejeter le créationnisme comme il est erroné de rejeter l'idée de création. Il doit être possible de parler de la création dans les écoles, comme les philosophes l'ont toujours fait et comme le font les religions.

Cependant, la résolution du Conseil de l'Europe ne fait pas cette distinction et dès lors, produit de la confusion. La résolution prétend que la théorie de l'évolution n'a aucun rapport avec la révélation divine, elle est construite sur des faits. Là encore, il n'appartient pas à une institution politique de juger la validité d'une théorie scientifique, cela n'appartient qu'aux scientifiques.

Il y a Darwin et il y a le darwinisme. Le darwinisme attribue à la théorie de l'évolution une signification qui dépasse son sens strictement scientifique. Dans le cas présent, le Conseil de l'Europe adopte une posture darwiniste : il apporte un jugement politique sur une théorie scientifique.

La résolution vise la théorie du dessein intelligent (Intelligent design) qui soutient que la science peut montrer l'évidence d'une intention dans la nature et que l'idée d'un dessein intelligent de la nature explique le monde naturel mieux que la théorie de l'évolution. Il appartiendra à la science de déterminer si cette théorie est vraie. Mais ceci n'a rien à voir avec la possibilité métaphysique pour l'intelligence humaine de voir une intention dans la création et de lui attribuer une cause intelligente. Par conséquent, la critique du dessein intelligent ne peut pas s'appliquer à la capacité pour l'homme de raisonner depuis la création vers le créateur. Or la résolution du Conseil de l'Europe n'indique rien à ce sujet.

Il faut le répéter : nous sommes de plus en plus préoccupés par l'intervention abusive des institutions européennes en dehors de leurs champs de compétence. D'autant plus que ces interventions cherchent souvent à orienter les esprits en pratiquant la confusion ou les amalgames idéologiques.

*Stefano Fontana est directeur de l'Observatoire international Cardinal Van Thûân.

Pour en savoir plus :

Le site de l'Observatoire international Cardinal Van Thuân

Le dossier du débat créationnisme/évolutionnisme

Liberté politique n° 39, automne 2007.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur